

Recherches sociographiques



Alain-G. GAGNON et Michel SARRA-BOURNET (dirs), *Duplessis : entre la Grande Noirceur et la société libérale*

Jean-Philippe Warren

Volume 40, numéro 3, 1999

Action collective et enjeux institutionnels

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057308ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057308ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Warren, J.-P. (1999). Compte rendu de [Alain-G. GAGNON et Michel SARRA-BOURNET (dirs), *Duplessis : entre la Grande Noirceur et la société libérale*]. *Recherches sociographiques*, 40(3), 581–584.
<https://doi.org/10.7202/057308ar>

siècle. Lucie ROBERT présente tout d'abord un texte érudit sur les biographies de Garneau. Elle montre comment les biographes de Garneau, de Casgrain à Bergeron en passant par Lanctôt, ont contribué à l'ériger au rang de figure nationale. On y apprend que Garneau est le premier intellectuel québécois à qui l'on a consacré une biographie intellectuelle : « il est la figure fondatrice du genre biographique au Québec » (p. 329). Le texte de Micheline CAMBRON, qui porte sur l'un des plus célèbres biographes de Garneau, le premier ministre Pierre-Joseph-Olivier CHAUVEAU, complète à merveille celui de Lucie Robert. Enfin, Stéphane STAPINSKY analyse les usages que fit Lionel Groulx de l'œuvre de Garneau. La lecture de Garneau proposée par Groulx est relativement nuancée : bien qu'il en reconnaisse d'emblée la grandeur et la portée, il ne peut s'empêcher de critiquer son libéralisme et en particulier les jugements qu'il porte sur les relations entre les pouvoirs civils et religieux sous le régime français. Mais comme le montre Stapinsky, l'influence de Garneau sur Groulx n'en demeure pas moins importante. Groulx se voyait lui-même comme l'héritier de Garneau.

En définitive, cet ouvrage, comme l'admet Yvan LAMONDE dans la postface, n'épuise pas tous les sujets concernant la vie et l'œuvre de Garneau. Comme tout ouvrage collectif, celui-ci a ses limites et est d'intérêt inégal. On peut déplorer que certains textes insistent beaucoup trop sur des questions anecdotiques ou biographiques. En revanche, des questions théoriques et méthodologiques d'importance ont été omises. Il est assez étonnant de ne pas trouver une étude comparée de l'œuvre de Garneau avec celle des historiens européens et américains de son temps. Sans doute aurait-il été intéressant de montrer par exemple comment l'œuvre de Garneau se veut une sorte de croisement entre la philosophie de l'histoire de THIERRY et le romantisme de MICHELET. Mais au total cet ouvrage collectif demeure fort utile. Au-delà d'une présentation de l'œuvre de Garneau, il propose un bilan des études « garnéliennes ». En ce sens, il rend un digne hommage à celui qui est désormais une figure nationale, et qui fut, ne l'oublions pas, le premier interprète sérieux de notre devenir collectif.

Robert LEROUX

*Faculté Saint-Jean,
Université d'Edmonton.*

Alain-G. GAGNON et Michel SARRA-BOURNET (dirs), *Duplessis : entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec/ Amérique, 1997, 390 p.

Cet ouvrage a le mérite de prouver sans peine la thèse qu'il fait sienne, à savoir la complexité de la période duplessiste, quoique le lecteur puisse toutefois se demander si cette complexité découle de la richesse infinie de cette période de notre histoire récente ou plus simplement de l'éclatement des paradigmes et de la pluralité des lectures historiques qui s'ensuit forcément. On a beau jeu de comparer

le ravalement du Moyen Âge au rang de période sombre de l'histoire européenne par les disciples de Voltaire à la Grande Noirceur québécoise, pour mieux souligner que la richesse de celui-ci implique analogiquement la richesse de celle-là, c'est quand même en mettant dans les plateaux de la balance environ cinq siècles d'histoire européenne contre vingt ans de duplessisme. Mais soit, accordons-le, il n'est guère possible de douter que le « cheuf » ne mérite un meilleur sort que celui que lui réservent actuellement les manuels scolaires en mal de mythes et de vilains, et c'est pourquoi ce collectif arrive à point pour remettre certaines horloges à l'heure.

Jusqu'à récemment l'historiographie québécoise se contentait de reprendre *ad nauseam* le récit de la décapitation des élites françaises avec la Conquête et des élites canadiennes avec l'échec de la Révolte des Patriotes, dont le résultat aurait été la montée en puissance d'un clergé ultramontain ayant su préserver la province dans un isolement buté par l'action efficace, quoique conservatrice, obscurantiste et rétrograde, du pouvoir clérical. Le messianisme agriculturiste aurait empêché le peuple canadien-français de se lancer dans le commerce, et l'autoritarisme bienveillant de notre mère l'Église l'aurait nourri d'une tradition antidémocratique qui explique les réflexes de soumission, de passivité et de docilité des descendants des anciens coureurs des bois. Dans une telle schématisation où se succèdent à la queue-leu-leu les images d'Épinal (le voltairien Papineau, le cupide Bourget, le preux Lesage), la Révolution tranquille consumerait la fin de la *folk society* et l'entrée dans une modernité inaugurée par la Faculté des sciences sociales (la technique et la science), le manifeste du *Refus global* (l'art abstrait) et la revue *Cité libre* (la pensée critique).

Ainsi résumée en un lieu commun la période duplessiste, la grossièreté de l'interprétation se laisse mieux découvrir ; et l'on peut discourir à loisir ensuite s'il vaut mieux laisser le peuple à ses mythes (mythe de la Grande Noirceur, mythe des alligators dans les égouts de New York ou mythe du néo-libéralisme contemporain), l'historiographie n'en a cure, elle dont le rôle est justement d'accorder les mythes anciens aux réalités nouvelles de l'interprétation et de la culture. C'est pourquoi lorsque Jocelyn LÉTOURNEAU professe « Je pense sincèrement que l'on ne pourra pas de sitôt remettre en cause l'opposition tranchée qui existe entre la grande noirceur et la Révolution tranquille. Cette métaphore est en effet au cœur de l'identitaire du Québec contemporain » (p. 99), on peut lui répliquer justement que si cette opposition est aujourd'hui mise en cause, c'est peut-être qu'elle tend à perdre son caractère identitaire chez la jeune génération qui ne trouve pas à s'y légitimer, mais qui au contraire se définit parfois violemment contre la Révolution tranquille ramenée à l'État-gâteau et une pleine cohorte de baby-boomers. L'histoire d'aujourd'hui est à l'évidence l'incubateur des mythes de demain.

Cependant, la nouvelle lecture qui fait retour sur les années 1940-1950 est aussi le fruit d'une attention plus minutieuse à des faits oubliés qui ne laissent pas d'intriguer. Pour ceux qui l'oublient, en effet, il est surprenant de se souvenir que *La Gazette* appuie davantage l'Union nationale durant ses mandats que *Le Devoir*, que la période que couvrent les années 1870-1950 montre un taux de croissance de la production plus fort, relativement au reste de l'Amérique du Nord, que celle

qu'inaugure la Révolution tranquille, laquelle est le théâtre d'une détérioration de la situation économique beaucoup plus rapide que pour la province ontarienne pendant les années 1960-1990 ; que la corruption sous le gouvernement duplessiste a été moins enrayée par les gouvernements subséquents, et notamment par celui de Trudeau, qu'instituée à travers un système de sinécures officielles ; que J.W. McConnel et J. Basset, pour nommer à travers ceux-ci la grande bourgeoisie conservatrice anglophone, étaient de chauds partisans de la gestion unioniste des affaires ; que le nationalisme de Duplessis après son premier mandat a surtout été rhétorique et symbolique – et *tutti quanti*.

L'interprétation de la période duplessiste est ainsi passée en trente ans de la Grande Noirceur perçue nationalement comme un Ancien Régime et religieusement comme un jansénisme, à la constatation de sa précoce modernisation dès même la fin du XIX^e siècle (que marquent bien l'urbanisation et l'industrialisation de la province), à la découverte de son étonnante modernité (État de droit, pouvoir de la presse, capitalisme, etc.) et enfin, *last but not least*, comme pour compléter le tableau, de son caractère libéral. On a retourné la définition comme un gant, en laissant les acteurs de l'époque à leurs lubies, eux qui croyaient sincèrement, et croient encore, que Duplessis se comportait « un peut comme Staline » et tenait un discours « conservateur, réactionnaire et obscurantiste » au « fascisme à peine larvé ». « Le Québec duplessiste, écrit Jacques BEAUCHEMIN, est une société moderne et, plus précisément, une société libérale » (p. 52). Que les Pelletier, Trudeau, Vadeboncoeur, Dion et autres vilipendeurs du « cheuf » aillent voir ailleurs s'il y est.

C'est cela qui est choquant. C'est cela qui est gênant. Car il semble exister un hiatus insurmontable entre la perception des intellectuels engagés de l'après-guerre et la vision des intellectuels universitaires d'aujourd'hui. Il me semble que c'est cela aussi qu'il s'agit de comprendre, en invoquant autre chose que l'objectivité du recul historique ou l'importance du vécu pour comprendre la réalité du monde. Or, telle est ma conviction que l'on mêle les cartes lorsqu'on continue à vouloir débattre de la situation du Québec sous Duplessis à l'aide de l'opposition tradition / modernité, car d'une part, cette opposition oblitère la spécificité du cas québécois en le ramenant à une structure transhistorique, dont personne ne nie par ailleurs l'effectivité réelle, et d'autre part, plaque une dichotomie qui ne respecte aucun des faits de la période qu'elle est cependant censée éclairer. Le Québec des années 1950 était moderne, soit je l'accorde. Il était traditionaliste aussi, à la bonne heure, cela non plus ne fait pas de doute. Mais alors comment résoudre l'équation « Restons traditionnels et progressifs » par autre chose que la nécessité un peu farfelue à mes yeux d'instituer un « traditionalisme comme "capital éthique" de la société libérale » (Jacques BEAUCHEMIN, p. 49) comme certains fonctionnalistes font de la religion un pur organe de régulation sociale ? Comment expliquer qu'un peuple ait pu se reconnaître dans un discours aussi équivoque, sinon à croire qu'il souffrait tout entier d'une schizophrénie atavique ?

Il faut relire les articles et les livres de cette période pour constater à quel point, ce qu'on ne souligne pas assez, la Grande Noirceur n'est pas d'abord économique, n'est pas même d'abord politique, mais avant tout sociale. La lutte contre le duplessisme confinait à une lutte pour la reconnaissance des syndicats,

d'un pouvoir populaire, de la redistribution des richesses, de l'aménagement du territoire et j'en passe. S'opposaient un pouvoir conservateur et une idéologie que je nomme personnaliste à défaut d'un meilleur terme, laquelle recouvre des personnalités aussi contrastées que Pierre Elliott Trudeau, Claude Ryan, Fernand Dumont, Guy Cormier, le frère Untel ou Pierre Vadeboncoeur. C'est là que se situe la cassure ; et c'est parce qu'on s'obstine à la lire à un autre niveau, avec des catégories qui ne sont pas celles des acteurs de l'époque, ou encore des catégories qui sont les mêmes mais qui ne recouvrent pas les mêmes réalités, que l'interprétation actuelle de cette période est si radicalement différente de celle de la génération de l'après-guerre. On dira dans cet ouvrage, ce qui est assez juste, que les tenants d'un État libéral s'opposaient aux défenseurs d'un État keynésien ; mais cet État keynésien n'était pas un but en soi ; pour les militants de l'après-guerre son édification devait servir une intention personnaliste. Or le personnalisme est aujourd'hui une éthique et une philosophie largement oubliée. Par exemple, un article (*Actions de Jacques Perrault*, par Robert COMEAU et Jean-François NADEAU) nous parle du rôle négligé de Jacques Perrault, lecteur assidu de la revue *Esprit*, passionné de Mounier, militant « animé par une conception chrétienne de gauche », défenseur des syndicats et des coopératives, fermement concaincu qu'aux catholiques incombent des devoirs sociaux, sans glisser un mot sur le personnalisme. Dans ce cas-ci comme dans d'autres, pourtant, il est difficile de comprendre certaines trajectoires et prises de positions sans constater à quel point le conservatisme duplessiste représentait l'exact contraire d'une politique d'épanouissement de la personne. À travers la critique des faveurs que Duplessis accordait à la grande entreprise, à travers les critiques de son opposition au mouvement ouvrier, de son alliance avec la petite bourgeoisie traditionnelle et de son exercice de la répression policière contre tous ceux et celles osant contester son autorité, c'est l'aplatissement de la culture canadienne-française qui était visée (la notion de « peur » chez le frère UNTEL, le « silence » chez Fernand DUMONT, le « rapetissement » chez Pierre VADEBONCOEUR, « l'immobilisme » chez Marcel RIOUX). Mais pour changer la culture, croyait-on, encore fallait-il modifier les institutions sociales qui la confortaient et la maintenaient dans son abêtissement. C'est ainsi qu'on peut comprendre que si le Québec des années 1950 était certes une société moderne, il était aussi bien, selon la distinction de Gilles GAGNÉ, une société moderne à moderniser. Entre la modernité et la modernisation, il y a bel et bien une réalité à penser.

Il n'est lieu ici de m'étendre davantage, sinon pour souligner la pertinence et l'originalité des contributions des auteurs à ce collectif. Un très bon ouvrage donc, malgré les critiques – en ce qu'une critique est parfois une façon de nouer et de poursuivre le dialogue. Un livre qui entretient le débat, qui confronte les points de vue et nourrit la réflexion sur notre société, surtout lorsqu'il est sagement polémique comme celui-ci, est toujours le bienvenu.

Jean-Philippe WARREN